



PRÉFET DU GERS

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION  
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX  
CONCERNANT

TRAVERSÉE DE LA RIVIÈRE ARRATS AVEC UNE CONDUITE DE DISTRIBUTION  
D'EAU POTABLE  
COMMUNE DE TACHOIRES

DOSSIER N° 32-2020-00304

Le préfet du GERS  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 18 décembre 2020, présenté par le SIAEP DES CANTONS D'AUCH SUD représenté par Monsieur André SEMPASTOUS, enregistré sous le n° 32-2020-00304 et relatif à : Traversée de la rivière Arrats avec une conduite de distribution d'eau potable sur la commune de TACHOIRES.

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**SIAEP DES CANTONS D'AUCH SUD  
Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable  
Monsieur André SEMPASTOUS  
1, Place Carnot  
32260 SEISSAN**

concernant : **Traversée de la rivière Arrats avec une conduite de distribution d'eau potable**

dont la réalisation est prévue dans la commune de TACHOIRES.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3140, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau étant : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 mètres (A), 2° Inférieure à 100 mètres (D)	Déclaration	

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le pétitionnaire devra vérifier que les poissons ne sont pas piégés, auquel cas une pêche de sauvegarde sera obligatoire pour évacuer les éventuels poissons piégés.**

**Les travaux sont sis en zone d'aléa très fort sur les éléments d'études du risque inondation relatifs au bassin Arrats/Gimone. Par conséquent, le pétitionnaire devra s'assurer d'évacuer les excédents de matériaux relatif au terrassement hors zone inondable, et devra stationner les engins de chantiers hors zone inondable également.**

**Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé, dans le respect des périodes d'intervention autorisées dans le lit du cours d'eau pour les cours d'eau classés en 2<sup>ème</sup> catégorie piscicole, soit du 01/01/2021 au 28/02/2021 et du 01/07/2021 au 31/12/2021.**

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de TACHOIRES.

où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du GERS durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service. En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

**Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.**

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.



A AUCH, le 1<sup>er</sup> février 2021

Le Chef du service Eau et Risques

Nicolas FLOUEST

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

**ANNEXE****LISTE DES ARRÊTÉS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

- Arrêté du 30 septembre 2014 (3.1.5.0)

PRÉFET DU GERS

Direction Départementale  
des Territoires du Gers

Service Eau et Risques

SIAEP DES CANTONS D'AUCH SUD  
Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable  
Monsieur André SEMPASTOUS

1, Place Carnot  
32260 SEISSAN

Dossier suivi par :  
Séverine RAMOND  
Beatrice LARTIGUE

Mèl : [severine.ramond@gers.gouv.fr](mailto:severine.ramond@gers.gouv.fr)  
[ddt-travauxcoursdeau@gers.gouv.fr](mailto:ddt-travauxcoursdeau@gers.gouv.fr)

Tél. : 05 62 61 53 55 / 56

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Traversée de la rivière Arrats avec une conduite de distribution d'eau potable sur la commune de TACHOIRES**

**Accord sur dossier de déclaration**

Réf. : **32-2020-00304**

AUCH, le 1<sup>er</sup> février 2021

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Traversée de la rivière Arrats avec une conduite de distribution d'eau potable sur la commune de TACHOIRES**

J'ai l'honneur de vous informer qu'un récépissé vous est délivré en date du 1<sup>er</sup> février 2021. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier, dans le respect des périodes de réalisation mentionnées dans le dossier déposé.**

**Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.**

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de TACHOIRES pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du GERS durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

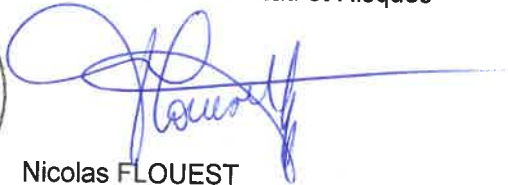
Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**Mon service devra être averti de la date de début et d'achèvement des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Le Chef du service Eau et Risques



Nicolas FLOUEST

PJ : Certificat de commencement des travaux  
Certificat d'achèvement des travaux

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.